



28 janvier 2020

## **COMMUNIQUÉ DE PRESSE**

### **CONDITION ANIMALE : LES ANNONCES DE DIDIER GUILLAUME JUGÉES INSUFFISANTES !**

#### **Un plan gouvernemental qui manque d'ambition**

Pour la Fondation Brigitte Bardot, ce n'est pas la grande révolution promise par Didier Guillaume, juste une petite évolution.

#### **Fin du broyage des poussins mâles et de la castration à vif des porcelets pour fin 2021**

Le ministre ne précise toutefois pas s'il s'agit d'une démarche volontaire des filières ou si le gouvernement va prendre des mesures réglementaires pour interdire ces pratiques.

Dans le premier cas, la FBB rappelle qu'il existe déjà des méthodes de sexage *in ovo* développées en Allemagne et en France.

Dans le second, la Fondation Brigitte Bardot demande que la France suive des pays comme la Norvège, le Royaume-Uni et bientôt la Hollande qui ne pratiquent plus la castration des porcelets au profit du tri des carcasses en abattoirs.

#### **Information du consommateur**

Le projet d'étiquetage porte sur les modes d'élevage et de bien-être, ce qui est une avancée... mais fait l'impasse sur la méthode d'abattage !

#### **Contre les abandons**

Pas de mesure concrète à ce stade mais une mission de six mois confiée à Loïc Dombrevail pour laquelle la Fondation sera auditionnée dès lundi.

#### **Les grands oubliés du plan gouvernemental**

L'élevage intensif est devenu la norme en France, il faut se donner les moyens d'inverser la tendance en interdisant notamment les batteries de cages.

Candidat à l'élection présidentielle, Emmanuel Macron s'était engagé à « faire disparaître l'élevage en batterie des poules pondeuses au profit des élevages alternatifs. » Ajoutant même « En 2022, les œufs de poules en batterie seront interdits à la vente au consommateur ». Or, il n'en est plus question aujourd'hui, alors que plusieurs pays européens les ont bannis (Suède, Allemagne, Autriche...).

Aucun engagement nouveau sur les abattoirs alors qu'il est urgent d'imposer l'étourdissement en toute circonstance, sans exception pour l'abattage rituel.

L'expérimentation 'volontaire' des caméras en abattoir est un échec, il faut la rendre obligatoire dans tous les établissements.

Il est temps que le gouvernement cesse de s'en remettre aux filières et réponde enfin à l'attente sociétale.